

Veille sur la diversité, l'égalité professionnelle et la lutte contre les discriminations dans les procédures de gestion des ressources humaines

N°123 – Octobre 2025

**diversité
& égalité**

VEILLE SUR LA DIVERSITE, L'EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES ET LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS DANS LES PROCEDURES DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Vous trouverez ci-dessous un produit de veille mensuel sur la diversité, l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et la lutte contre les discriminations dans les procédures de gestion des ressources humaines, réalisé par le CRDM à la demande de la DRH. Destinée aux agents des réseaux des référents égalité-diversité et handicap, cette veille est également à la disposition de tous.

Ce produit récapitule l'actualité juridique et documentaire relative à ce thème. Les informations sont classées selon les 26 critères de discrimination.

Si un critère ou une thématique ne figure pas dans ce document, cela signifie qu'aucune information ou documentation n'a été publiée sur le sujet dans le mois écoulé. Pour chaque critère ou thématique, les informations sont classées par ordre chronologique décroissant et selon leur typologie (juridique en premier, documentaire ensuite).

Si vous souhaitez recevoir cette veille, n'hésitez pas à nous contacter : dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr

SOMMAIRE

[Zoom sur...](#)

[Discriminations - généralités](#)

[Origine](#)

[Sexe](#)

[Précarité sociale](#)

[Handicap](#)

[Orientation sexuelle](#)

[Identité de genre](#)

[Age](#)

Zoom sur...

- **Imposer à un salarié en mi-temps thérapeutique une formation son jour non travaillé laisse supposer une discrimination**, dépêche AEF n° 739621, 21/10/2025 [Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]
Cass. soc., 8 octobre 2025 n° [24-11.151](#)
La Cour de cassation rappelle, dans un arrêt du 8 octobre 2025, que l'existence d'une discrimination n'implique pas nécessairement une comparaison avec la situation d'autres salariés. Elle censure une cour d'appel qui a jugé qu'un salarié se plaignant de discrimination en raison de l'état de santé n'apportait pas d'éléments laissant supposer qu'il avait été traité moins favorablement qu'un autre salarié dans une situation comparable, alors qu'il lui avait été imposé d'assister à une formation pendant une journée non travaillée à l'occasion d'un temps partiel thérapeutique.
- **[Proposition de loi visant à supprimer la mention du sexe sur les cartes nationales d'identité, n° 1953](#)**, déposée à l'Assemblée nationale le 14 octobre 2025
Une proposition de loi visant à supprimer la mention homme/femme sur la carte d'identité a été déposée à l'Assemblée nationale. La proposition de loi souligne que le sexe indiqué sur la carte nationale d'identité est un élément parfois source « de discriminations » pour les « personnes transgenres ou non binaires ». Les parlementaires expliquent que cette mesure permettrait aussi d'alléger les démarches pour les personnes dont l'identité de genre ne correspond pas à leur sexe d'état civil et qui doivent parfois subir des contrôles ou des confrontations liées à cette mention.
- **[Travail, sorties, santé : les discriminations vécues par les transgenres et les homosexuels](#)**
L'Observatoire des inégalités, 09/10/2025
34 % des personnes LGBTI déclarent avoir été discriminées dans les douze derniers mois en raison de leur orientation sexuelle ou parce qu'elles sont trans, selon les résultats pour la France d'une enquête réalisée en 2023 par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne. La proportion est de 29 % pour les bisexuels, de 35 % pour les gays, de 39 % pour les lesbiennes et même de 70 % pour les femmes et hommes transgenres.

Discrimination - généralités

- **Album à partir de 7 ans : sur les chemins de l'égalité. Mène l'enquête sur les injustices**, éd. Athizes, septembre 2025. Créé en partenariat avec l'Observatoire des Inégalités.
Juste ou pas juste qu'une fille n'ose pas rêver d'être astronaute ? Juste ou pas juste que la piscine ne soit pas adaptée aux personnes handicapées ? Juste ou pas juste d'être suspecté à cause de sa couleur de peau ? Mène l'enquête pour comprendre comment les idées reçues influencent nos vies, créent des inégalités et mènent parfois à des discriminations !
- **Ouvrage : questions sociales, Dunod 2025** [Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr] [PR 04 5 ARA]
Salaires, égalité femmes-hommes, retraites, santé, déserts médicaux, crise des EHPAD, sans-abrisme, mais aussi financement du système de protection sociale... Autant d'enjeux brûlants qui traversent le débat public et structurent les politiques sociales contemporaines. Le champ social est aujourd'hui plus que jamais au cœur des préoccupations collectives. Il est appelé à accompagner les grandes transitions écologique, numérique et démographique, dans un contexte de fortes tensions sur les finances publiques et sociales. Cet ouvrage constitue un outil essentiel pour comprendre, analyser et maîtriser ces politiques. Clair, complet et ancré dans les réalités de l'action publique, il offre une synthèse actualisée des politiques du travail, de l'emploi, de la santé, de la sécurité sociale et de la cohésion sociale et des enjeux qui y sont

attachés. Les quarante-deux chapitres, construits comme des dissertations, apportent à la fois les savoirs fondamentaux et les clés de lecture des grands débats contemporains. Rédigé par cinq membres de l'Inspection générale des affaires sociales, praticiens et enseignants, ce manuel s'adresse aux candidats qui préparent les concours de l'INSP, de l'EN3S, de l'EHESP, des IEP, aux futurs inspecteurs du travail, ainsi qu'aux enseignants, étudiants, journalistes et professionnels du secteur. Il sera également utile à tout citoyen désireux de mieux comprendre les mécanismes de solidarité et les défis de l'État social au XXI^e siècle. (Préface de Didier-Roland Tabuteau).

Origine

- **La rémunération, vecteur de la discrimination ethnique** Le Monde 29/10/2025 [Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]

Une étude du Laboratoire sur les inégalités mondiales, « [Racial Inequality in France](#) », publiée le 1er octobre, révèle qu'« en France les minorités racisées subissent de fortes pénalités salariales », avec des différences importantes entre les actifs sans origine migratoire et les autres, et des écarts variables selon la région dont ils sont originaires. Selon les résultats révélés par ce centre de recherche de Paris School of Economics, spécialisé dans l'analyse des inégalités dans le monde, les travailleurs les plus « pénalisés » sont originaires du Moyen-Orient ou d'Afrique du Nord, puis d'Afrique subsaharienne et, plus modérément, d'Asie du Sud-Est. Ni le niveau d'éducation ni la localisation ne suffisent à expliquer les écarts de revenus entre les différents groupes. Ceux qui sont nés en France sont moins touchés, mais « les pénalités persistent d'une génération à l'autre », précisent les chercheurs.

- **Par peur des discriminations, 1 Français issu de l'immigration sur 4 n'a pas appris la langue maternelle de ses grands-parents** Le Nouvel Observateur 01/10/2025 [Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]

Terre de migrations, la France ne tire pas fierté de la grande diversité de son patrimoine linguistique – bien au contraire. C'est ce qui ressort d'une enquête menée par l'institut One Poll pour Babel, l'application d'apprentissage des langues. On y apprend que parmi les Français issus de l'immigration, 1 sur 4 n'a pas appris la langue maternelle de ses parents ou grands-parents. Une absence de transmission qui en dit long sur les préjugés qui gangrènent, encore aujourd'hui, la société française.

- **Aix-Marseille université déploie une campagne de lutte contre le racisme et l'antisémitisme sur ses campus** dépêche AEF n° 739258, 15/10/2025 [Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]

Depuis lundi 13 octobre 2025, des visuels et des messages visant à lutter contre le racisme et l'antisémitisme fleurissent sur les campus et les supports numériques d'Aix-Marseille université, annonce l'établissement dans un communiqué publié le même jour. Cette campagne vise à "interpeller et sensibiliser la communauté universitaire à l'existence et aux conséquences du racisme et de l'antisémitisme" et à "libérer la parole" des victimes et des témoins en "valorisant les dispositifs de signalement et d'accompagnement existants", détaille le communiqué.

Sexe

- **L'égalité femmes-hommes recule aussi en France !** Les Echos 21/10/2025 [Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]

Sous l'effet de la baisse des moyens et d'une lassitude croissante, le soutien sur le sujet s'effrite. Et pendant ce temps, le masculinisme avance sur les réseaux sociaux.

- **[Rapport d'information "XX=XY, féminiser les sciences, dynamiser la société"](#)**, Sénat octobre 2025
À l'issue de ses travaux sur le thème "Femmes et sciences", la délégation aux droits des femmes du Sénat a dévoilé son rapport, le 8 octobre 2025, accompagné de 20 recommandations, dont quatre visent à "faciliter le recrutement et la poursuite de carrière des femmes scientifiques". Les rapporteuses appellent ainsi à : "ajuster les procédures de recrutement et de promotion des enseignants ; dynamiser le recrutement et la promotion de femmes dans les entreprises du secteur scientifique ; favoriser la conciliation entre vie professionnelle et familiale" et "renforcer les dispositifs de lutte contre les VSS"
- **[« Stéréotypes, compétences et aspirations professionnelles : des ambitions genrées ? »](#)** sortie des résultats du 4e baromètre sur les stéréotypes de genre dans les grandes écoles, l'Association Française des Managers de la Diversité, 14/10/2025
Depuis 6 ans, l'AFMD, Clermont School of Business et la Conférence des Grandes Écoles (CGE) mènent, tous les 2 ans, une enquête sur les stéréotypes de genre dans les grandes écoles. Les résultats de ce baromètre visent à outiller les établissements d'enseignement supérieur qui souhaitent agir plus concrètement pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Ils invitent aussi à une réflexion de fond sur ce que signifie aujourd'hui « avoir de l'ambition » et sur la manière dont ce concept continue d'être traversé par des normes de genre. La quatrième édition intitulée « Stéréotypes, compétences et aspirations professionnelles : des ambitions genrées ? » est enfin disponible ! En s'appuyant sur les réponses de plus de 3 000 étudiant·es de 89 établissements, le baromètre renouvelle l'analyse en s'intéressant à la façon dont les jeunes perçoivent et expriment leur ambition. Elle explore notamment les liens entre ambition et aspiration à être manager et à occuper des fonctions de direction. Ces liens, autrefois évidents, semblent aujourd'hui être bousculés.
- **[Inégalités de genre et santé des femmes au prisme de la périnatalité](#)**, avis du Conseil économique, social et environnemental adopté le 23/09/2025 au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité
La santé des femmes doit être mieux prise en compte. Conçue par et pour les hommes, la médecine a longtemps considéré les femmes comme des exceptions à la norme masculine, entraînant des diagnostics parfois erronés, une prise en charge qui n'est pas toujours optimale et des médicaments inappropriés à leur constitution. Ces inégalités sont couplées à d'autres facteurs qui influent également sur la santé des individus et qui ne sont pas toujours pris en compte.

Précarité sociale

- **[En finir avec les idées fausses sur la pauvreté](#)**
[Maltraitance institutionnelle](#), éditions de l'Atelier [mis en ligne sur Cairn le 21/10/2025]
"Les pauvres font tout pour toucher des aides." "Les pauvres ne savent pas gérer leur argent, ils sont responsables de leur pauvreté." "Les pauvres sont incapables d'élever leurs enfants, il vaut mieux les placer." "La France distribue trop d'aides aux étrangers." (...) Les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté ont la peau dure, comme celle des crocodiles. Gangrenant trop souvent le débat public, elles nourrissent la pauvrophobie et aggravent la fracture sociale. Ce petit livre, illustré par des dessins de presse (Gros, Pancho, Glück...), propose de faire le point sur ces idées reçues pour mieux les combattre et montre que la lutte contre la maltraitance institutionnelle et l'éradication de la misère sont un même combat. Un focus sur 20 idées reçues particulièrement tenaces !
- **[Pauvreté : « Il faut revoir le projet de budget 2026 »](#)**, Le Monde 18/10/2025
Nicolas Duvoux, président du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté, s'alarme de l'impact du texte de loi. Alors que l'Insee a publié, le 7 juillet, des chiffres inquiétants, le Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE), rattaché à Matignon, a été chargé cet été par le premier ministre de l'époque, François Bayrou, de réfléchir à un objectif de réduction de la pauvreté à dix ans. Pourtant, avec le budget 2026, présenté mardi 14 octobre « la pauvreté va

mécaniquement s'aggraver de façon encore plus marquée», alerte le président de l'organe consultatif, le sociologue Nicolas Duvoux.

[Taux de pauvreté et inégalités s'accroissent fortement, Insee Première • n° 2063 • Juillet 2025](#)

- **[Atlas de la pauvreté et des inégalités](#)**, Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE), communiqué du 17/10/2025

Le CNLE publie son premier Atlas de la pauvreté et des inégalités sociales : un outil pour mieux comprendre les réalités territoriales de la pauvreté en France.

- **Les usagers peinent de plus en plus à réaliser leurs démarches administratives, selon le Défenseur des droits** AEF dépêche n° 739076 13/10/2025 [Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]

D'après la dernière enquête du Défenseur des droits consacrée à l'accès aux droits et aux services publics, publiée le 13 octobre 2025, les usagers éprouvent plus de difficultés à accomplir leurs démarches administratives en 2024 qu'en 2016. En revanche, la part des usagers déclarant avoir rencontré un problème avec une administration ou un service public est passée de 54 % à 42 %. La dématérialisation produit un effet paradoxal en simplifiant les démarches pour les personnes les plus autonomes mais en les complexifiant pour les publics les plus vulnérables, rappelle l'enquête.

- **[Quelles sont les caractéristiques des structures de l'insertion par l'activité économique ?](#)** Dares Focus N° 49, 16/10/2025

Les structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE) jouent un rôle essentiel dans l'accompagnement vers l'emploi des personnes qui en sont éloignées. À mi-chemin entre entreprise classique et acteur social, elles combinent production de biens ou services avec une mission d'utilité sociale : favoriser l'insertion professionnelle.

- **[Rapport d'enquête : accès à la domiciliation dans les centres communaux d'action sociale \(ccas\) d'Île-de-France](#)**, Collectif Domiciliation Île-de-France, 2025

Garantie par le code de l'action sociale et des familles (CASF), la domiciliation permet à toute personne sans domicile stable de disposer gratuitement d'une adresse administrative où recevoir son courrier de façon stable et confidentielle. Afin d'évaluer l'accessibilité à la domiciliation administrative pour les personnes sans domicile stable, le Collectif domiciliation Ile-de-France (CNDH, Romeurope, Dom'Asile, Fédération des acteurs de la solidarité IDF, Médecins du Monde, Secours Catholique-Caritas France et Solidarité Jean Merlin) a conduit une enquête inédite auprès des principaux CCAS de la région francilienne.

Etat de santé

- **[Discriminations LGBTQI+ : le lent réveil du secteur médical](#)** têt.u.connect 27/10/2025

Les professionnel·les de santé ont encore des progrès à faire dans la prise en charge des personnes LGBTQI+. Si l'accès au soin demeure difficile, teinté de discriminations, de nouvelles pratiques émergent.

- **[La santé mentale et bien être des enfants et des jeunes : un enjeu de société](#)**, avis du Conseil économique, social et environnemental adopté le 14/10/2025 au nom de la commission des affaires sociales et de la santé

Grande cause nationale de 2025, le sujet de la santé mentale est enfin mis sur la table à un moment où la santé mentale des enfants et des adolescents est au plus bas. Alors que ces âges sont charnières dans le développement, la situation ne cesse de se dégrader. Le CESE tire la sonnette d'alarme : il faut se donner les moyens d'une approche préventive et holistique et agir dans les politiques publiques pour lutter contre le mal-être croissant chez les jeunes.

Handicap

- **L'école inclusive face à des limites "éthiques"**, selon une étude en Bourgogne-Franche-Comté, AEF Dépêche n° 738285 01/10/2025 [Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]
Sans ajustements, l'école inclusive, "pensée pour réduire les inégalités, risque de les déplacer, voire de les renforcer". C'est l'une des conclusions de l'étude conduite par Aurore Maltis pour l'Espace de réflexion éthique Bourgogne-Franche-Comté. Dans cette étude publiée en septembre 2025, l'ingénieure de recherche met en lumière les limites, notamment éthiques, de l'inclusion. Les enseignants n'ont pas les moyens de travailler à la réussite de tous, faute d'AESH ou, parfois, de professionnels de santé pour poser un diagnostic leur permettant d'adapter leur pédagogie, relève ainsi l'étude.
- **Carrière ralentie, sous-travail, absence d'évaluations : le DDD reconnaît un harcèlement discriminatoire après une RQTH** AEF dépêche n° 739850 24/10/2025 [Sur demande à dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr]
Dans une décision du 1er septembre 2025 rendue publique début octobre, le Défenseur des droits retient qu'un salarié a fait l'objet d'un traitement discriminatoire et d'un harcèlement discriminatoire fondé sur son handicap et son état de santé après l'annonce de sa RQTH (reconnaissance comme travailleur handicapé). Il considère que l'employeur, une grande société française de télécoms, a manqué à son obligation de sécurité. Le salarié présentait une série d'indices tels qu'une évolution salariale ralentie, un sous-travail, et une absence de formations et d'évaluations.

Orientation sexuelle

- **L'Homophobie**, Daniel Borrillo et Caroline Mécarry, Que sais-je ? Presses Universitaires de France, 2025
L'homophobie est l'attitude d'hostilité à l'égard des homosexuels, hommes ou femmes. Quelles sont ses origines ? Quels sont ses rapports avec les autres formes de stigmatisation et de discrimination ? Comment, et à partir de quels discours, la suprématie hétérosexuelle, ainsi que la dévalorisation corrélative de l'homosexualité, ont-elles été construites ? Existe-t-il une personnalité homophobe ? Et par quels moyens peut-on lutter contre cette forme de violence ?
- **Dans 64 pays sur 193, l'homosexualité est interdite**, L'Observatoire des inégalités, 09/10/2025
64 États dans le monde répriment l'homosexualité. La loi y prévoit des sanctions ou les juges y prononcent des peines à l'encontre des gays, lesbiennes, bisexuels, trans et intersexes. Dans douze pays, les relations homosexuelles sont passibles de la peine de mort.

Identité de genre

- **Transidentité : prise en charge de l'adulte**
Recommandation de bonne pratique - 2025, Haute autorité de santé (HAS)
L'objectif de ce travail est d'élaborer des recommandations dans le but d'améliorer l'accompagnement et la prise en charge des personnes trans adultes. La population des moins de 18 ans sera abordée dans une autre recommandation. La recommandation aborde les différents aspects de la prise en charge : conduite à tenir devant une demande de transition ; prescription d'hormones ; prise en charge en chirurgie ; accompagnement psychologique ; autres soins ; fluidité des parcours de transition (détransition, re-transition, etc.)

Age

- [Quels sont les métiers les plus exercés par les seniors ?](#) Dares Analyses N° 46, 10/09/2025, Ministère du travail et des solidarités

En France, les métiers les plus répandus parmi les seniors en emploi correspondent souvent aux professions les plus exercées, tous âges confondus : Il s'agit par exemple des enseignants ou des cadres des services administratifs, comptables et financiers. Néanmoins, certains métiers apparaissent plus spécifiques aux seniors, comme les aides à domicile et auxiliaires de vie, les personnels de ménage, ou encore les agriculteurs. Ils sont généralement moins qualifiés et davantage exercés en tant qu'indépendant.

Vous pouvez adresser vos demandes de communication d'articles ou de prêts d'ouvrages ou revues :

- Si vous êtes sur le site Duquesne, directement au CRDM : dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr

Horaires d'ouverture du CRDM : du lundi au vendredi de 9h30 à 17h

- Si vous êtes sur un autre site d'administration centrale ou en région, à vos centres de documentation de proximité :
 - [Liste des centres de documentation en administration centrale et en régions](#)

Pour vous abonner à la veille :

- Contactez-nous : dfas-spat-doc-crdm-accueil@sg.social.gouv.fr



Secrétariat général
Direction des ressources humaines



Secrétariat général
Direction des finances,
des achats et des services